

Formation Professionnelle Agricole et lutte contre la pauvreté en milieu rural : quelle synergie à développer ?¹

Introduction :

La pauvreté est considérée, aujourd'hui, comme l'un des grands défis du 3^{ème} millénaire des pays en voie en développement (PVD). Comme étant un phénomène mondial, la pauvreté prend de plus de l'ampleur dans les politiques de développement aussi bien des pays riches que des pays moins avancées, et ce pour les raisons de la progression des pauvres par le monde malgré la croissance économique mondiale qui est en évolution positive. L'importance de la pauvreté et son impact négatif sur le développement des nations, vient de son rapport avec le développement humain. Une personne pauvre, analphabète, non qualifiée et privée des besoins fondamentaux, de facilités d'accès et d'opportunités économiques ne peut contribuer positivement dans la croissance économique et l'essor de son pays. En effet, les données mondiales suivantes sur la pauvreté illustrent cette importance² :

- la moitié de la population mondiale (environ 3 milliards) vit en dessous de 2 dollars par jour;
- le PNB de 48 nations les plus pauvres est inférieur à la richesse de 3 personnes les plus fortunées du monde;
- environ 1 milliard de personnes du 21^{ème} siècle sont incapables de lire ou d'écrire leur nom;
- 1 milliard d'enfants vit dans la pauvreté (1 sur 2 enfants dans le monde);
- 20% de la population dans les pays développés consomme 86% des biens du monde;
- 1.1 milliard de personnes n'ont pas l'accès adéquat à l'eau potable dans les pays en voie de développement et 2.6 milliards vit dans des conditions sanitaires inadéquates (1.8 millions d'enfants meurent chaque année à cause de la Diarrhée)

Cette situation de pauvreté est plus alarmante dans les zones rurales des PVD, puisque les 3/4 des habitants pauvres desdits pays sont des ruraux. De même, l'accroissement rapide des disparités entre les revenus ruraux et les revenus urbains et la persistance d'une extrême pauvreté rurale, constituent les principales causes des tensions sociales et politiques que connaissent la plupart de ces pays.

¹ Toumi Larbi – Ingénieur d'Etat principal, responsable de programmes de coopération multilatérale - Ministère de l'Agriculture, du Développement Rural et des Pêches Maritimes - Division de la Coopération - Rabat - Maroc - Courriel: toumilar@caramail.com

² , Dato Mohamed Tajudin Bin Bakar, " Poverty : Global Perspectives ", MTCP/INFRA , Sep 2006

Devant ce constat de la pauvreté à l'échelon mondial, la communauté internationale s'est mobilisée, lors de la conférence des Nations Unies en Septembre 2000, pour énumérer huit objectifs de développement du millénaire en liaison avec le développement humain durable. La lutte contre la pauvreté et l'éradication de la faim furent le premier objectif de développement du millénaire. Cet objectif consiste à réduire de moitié à l'horizon 2015 la proportion de la population vivant dans la pauvreté et souffrant de faim chronique.

Au Maroc, la situation de la pauvreté est aussi critique. Les données statistiques actuelles³ montrent que :

- 15% de la population vit en situation de pauvreté dont 2/3 vivent en milieu rural mais avec des poches de pauvreté tant en milieu urbain que rural;
- 25% de plus de la population vit au seuil ou en dessous du seuil de pauvreté;
- ceux qui vivent à 50% au dessus du seuil de pauvreté étant considérés comme "économiquement vulnérables" aux maladies, aux invalidités, aux intempéries ou à la perte d'un emploi;
- la pauvreté a également une forte caractéristique de genre : 2.5 millions d'enfants principalement des filles rurales ne vont pas à l'école et 83% des femmes rurales sont analphabètes.

En plus, le milieu rural marocain est caractérisé par une économie uni-sectorielle basée sur le secteur agricole qui présente la première source de revenu des populations rurales. Le faible accès à l'infrastructure rurale et à l'éducation, le manque de compétences et de renforcement de capacités et d'opportunités économiques et de services à l'échelon local et régional sont autant de facteurs principaux qui n'aident pas les pauvres à se soustraire à la pauvreté.

Une récente étude⁴ réalisée par une équipe de chercheurs de la Banque Mondiale, a examiné les facteurs sociaux, politiques et institutionnels qui affectent la mobilité des ménages dans neuf communautés du Maroc. Les principaux résultats de cette étude mettent en relief les facteurs déterminants suivants :

- l'immigration d'un membre ou de plusieurs membres de la famille, en particulier à l'étranger, est la principale stratégie des ménages pour se soustraire à la pauvreté et demeurer dans une situation de non pauvreté. En effet, les envois de fonds des travailleurs à l'étranger, les salaires ou les retraites ont permis aux ménages d'épargner, de faire face aux crises et simultanément d'investir dans des avoirs productifs pour lancer ou développer des activités génératrices de revenu et diversifier leurs moyens d'existence;
- l'infrastructure est un élément de progression ou de régression sur le plan économique personnel des ménages;

³ , Banque Mondiale, "Se Soustraire à la Pauvreté au Maroc", Juillet 2007

⁴ , Banque Mondiale (2007), op.cit.

- l'accès à une bonne éducation reste un indice majeur pour juger le développement humain soit sur le plan national ou local;
- le milieu urbain offre plus d'opportunités d'épanouissement et de progression pour les femmes notamment dans le secteur des services;
- le caractère multidimensionnel de la pauvreté : elle implique de multiples formes d'exclusion des services, des réseaux sociaux et du pouvoir. Le bien être ne dépend pas seulement du revenu mais du sentiment d'inclusion et de dignité.

Par ailleurs, l'étude a fait révéler que le développement de l'agriculture irriguée et de l'élevage constituent aussi une source de revenu fiable pour protéger les zones rurales de pires effets de sècheresses périodiques. A ce titre, l'agriculture constitue une échappatoire à la pauvreté pour les pays à vocation agricole dont une grande partie de la population rurale en dépend. L'agriculture peut ouvrir des voies de sortie de la pauvreté à de millions de pauvres ruraux notamment grâce à la petite agriculture, l'élevage, l'emploi dans la nouvelle agriculture de production à forte valeur ajoutée ou une entreprise commerciale.

Aussi, le rapport sur le développement dans le monde⁵ réalisé par la banque Mondiale met en exergue le rôle de l'agriculture dans le développement. Elle peut être la source principale de croissance dans les pays à vocation agricole et faire reculer la pauvreté et améliorer l'environnement. Pour y arriver, il faut :

- améliorer les actifs dont disposent les ruraux pauvres;
- accroître la compétitivité et la viabilité économique de petits producteurs;
- diversifier les sources de revenus en favorisant les emplois qui peuvent être obtenus sur le marché de travail et les activités économiques rurales non agricoles;
- faciliter la réussite de ceux qui sortent du secteur agricole.

Dans ce sens, nous voulons par cette réflexion, qui s'inspire de l'importance de l'agriculture et de son exploitation d'une manière efficace à des fins de développement humain et de lutte contre la pauvreté, développer le lien synergique entre la Formation Professionnelle Agricole (FPA) en milieu rural et la lutte contre la pauvreté rurale. En fait, les questions de la formation et l'emploi doivent faire le pivot central de toute politique de développement agricole et rural dont l'objectif est de contribuer à la lutte contre la pauvreté à travers l'augmentation de l'emploi et des revenus.

Les enjeux de développement agricole et rural (croissance démographique, urbanisation rapides, aléas climatiques, intégration dans le marché mondial, responsabilisation des producteurs,..) font que le secteur agricole doit être mis à niveau pour être aux diapasons des mutations qui s'opèrent actuellement dans le monde. Cette mise à niveau ne peut se faire sans la mise à niveau du système de

⁵ , Banque Mondiale, "Rapport sur le Développement dans le Monde: l'Agriculture au service du Développement ",2008

formation professionnelle en milieu rural. Une formation agricole et rurale de qualité, efficace, efficiente et répondant aussi bien aux besoins réels des bénéficiaires que du marché de travail, devrait être le facteur déterminant de développement des territoires ruraux à travers la contribution à la modernisation et le développement du système de la production agricole et la maîtrise de la gestion de l'espace rural.

Compte tenu de l'importance fondamentale de la FPA dans le développement agricole et rural, nous voulons examiner, dans une perspective de lutte contre la pauvreté, les questions fondamentales suivantes:

- ✿ *Quelle place doit avoir la FPA dans une stratégie de lutte contre la pauvreté?*
- ✿ *Comment la FPA peut contribuer efficacement dans la lutte contre la pauvreté?*
- ✿ *Quel lien synergique doit-on développer entre la FPA et la lutte contre la pauvreté en milieu rural?*

Pour ce faire, le plan de la présente réflexion sera composé des parties suivantes :

- la première partie sera consacrée à la pauvreté, les approches de lutte contre la pauvreté ainsi que l'initiative marocaine dans ce domaine;
- la deuxième partie sera consacrée au rôle de l'agriculture en général et de la FPA en particulier dans la lutte contre la pauvreté;
- la troisième partie sera relative à la proposition d'un modèle de réduction de la pauvreté rurale axée sur la FPA.

1. La Pauvreté : Définitions et Approches de lutte contre la pauvreté

1.1 Définitions :

Le mot "pauvreté"⁶ est généralement utilisé dans un sens économique, mais d'autres problèmes sont aussi liés à la pauvreté comme :

- accès limité à l'éducation;
- accès limité à l'hygiène médicale et aux soins sanitaires;
- opportunités limitées pour la participation dans la politique et la société;
- répression politique et discrimination;
- tendance à la baisse dans les conditions de vie précaires (désastres, conflits et autres situations)

La pauvreté n'est pas simplement un manque d'argent et plusieurs autres formes de pauvreté sont engendrées par la pauvreté économique. Dans le domaine de la coopération internationale, la pauvreté est appréhendée comme un concept compréhensif qui est traité avec un large éventail de problèmes. Peu d'extrait de définitions peut être trouvé dans les "directives sur la réduction de la pauvreté" dressé par le Comité d'Assistance de Développement" CAD de l'OCDE⁷. La pauvreté est défini comme un manque de capacités ou de potentiel économique (revenu, moyen d'existence, travail décent), humain (santé, éducation), politique (empowerment, droits et voix), socioculturel (statuts, dignité) et protecteur (insécurité, risque, vulnérabilité). Dans cette définition, un manque de capacités économiques n'est qu'une dimension de la pauvreté. Dans la définition du CAD, le potentiel protecteur renvoie spécialement à la capacité de résister aux imprévus comme les désastres et les conflits. Le but de la réduction de la pauvreté est d'aider la population de se soustraire aux situations dans lesquelles ils se trouvent privée de capacités susmentionnées.

Dans le même sens d'idées, selon le FIDA⁸, la pauvreté est une réalité complexe. Elle ne se résume pas à la seule faiblesse de revenus. Elle implique la vulnérabilité, l'exclusion et l'impuissance, et elle est aussi synonyme d'incapacité à se libérer de la peur et de la faim et à se faire entendre.

Pour la JICA⁹, elle définit la pauvreté comme condition dans la quelle la population est privée de ses opportunités pour développer les capacités inhérentes requises pour mener une vie humaine décente et exclue de la société et du processus de développement.

Dans son ouvrage " the end of poverty", Jeffry Sach¹⁰ énumère 6 principaux types de capital dont la pauvreté extrême en manque :

⁶ - Overview of Poverty Alleviation in www.jica.go.jp

⁷ - Organisation de Coopération et de Développement Economique

⁸ - Fonds International de Développement Agricole, " Ciblage : Atteindre les Pauvres", Nov.2006

⁹ - Japanese International Cooperation Agency

¹⁰ - cite par Dato Mohamed Tajudin Bin Bakar (Sep 2006), op.cit.

1. le Capital Humain (santé, nutrition, compétences);
2. le Capital Business (machines, industries, facilités, transport motorisé, services);
3. le Capital Infrastructures (routes, puissance, eau, hygiène, aéroports, ports maritimes, système de télécommunications);
4. le Capital Naturel (terre arable, écosystèmes, biodiversité);
5. le Capital public institutionnel (loi commerciale, système judiciaire, services publics et contrôle, division prospère de travail);
6. le Capital de Savoir (Savoir scientifique et technologique, Recherche et Développement)

Selon le même auteur, le capital par personne est accumulé grâce au revenu du ménage et à travers l'épargne. Aussi, il est accumulé par l'investissement public. Lequel investissement est soutenu par l'imposition des ménages. Ainsi, la croissance économique ne se maintient d'elle-même qu'à travers l'épargne des ménages et l'investissement public considérés comme moteurs de ladite croissance.

1.2 Sources et facteurs de la pauvreté :

Le schéma suivant nous donne les principaux facteurs et sources de la pauvreté¹¹. Il en découle que les facteurs et sources de la pauvreté sont multiples et peuvent avoir trait à la répartition inégale des ressources et au déséquilibre de relations, qui bouchent les perspectives et empêchent les personnes d'atteindre leurs propres objectifs ou de participer à l'action collective.

1.3 le cercle vicieux de la pauvreté :

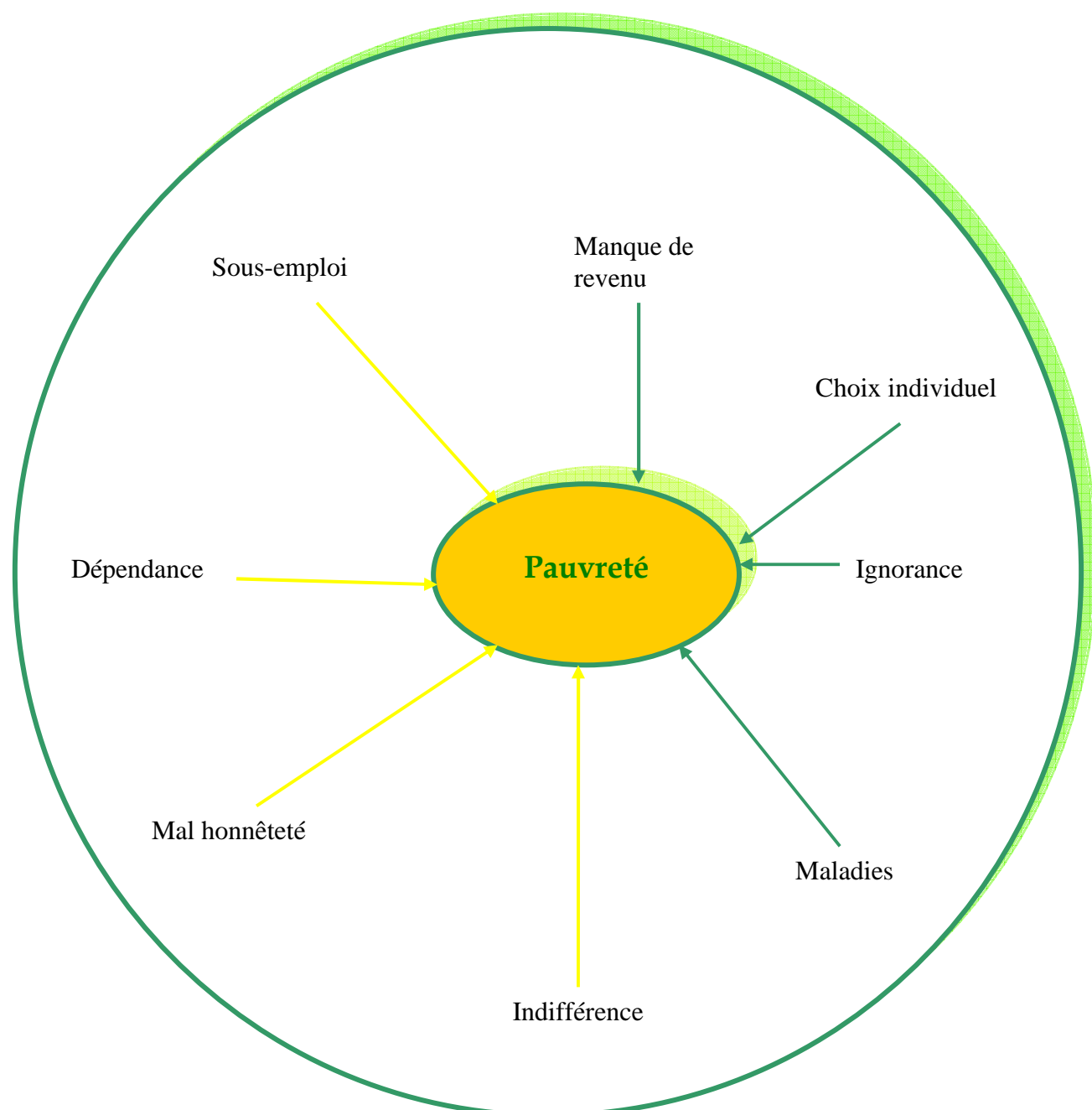
Un niveau faible de revenu peut être le point de départ pour une chaîne de réaction de sérieux problèmes. Par exemple, un manque de revenu peut se transformer en un manque de nutrition. Ce résultat dans la faible nutrition conduit à une augmentation de maladies et par conséquent de mortalité. Avec une faible population capable de travailler, le revenu est davantage réduit. Ainsi, la situation de revenu devient encore plus sérieuse par la nature des problèmes dont il est la cause. La conséquence de ce cercle vicieux¹² ne se produit pas à l'intérieur des ménages d'individus appauvris, mais à travers les régions ou nations dans le monde en développement. C'est pourquoi, la réduction de la pauvreté doit être considérée comme une urgence prioritaire.

¹¹ - Ministry of Rural and Regional Development of Malaysia, " The strategies and functions of MRDD in integrated rural development and poverty alleviation ", April 2007

¹² - overview of poverty alleviation in www.jica.go.jp

Schéma 1 : Sources et Facteurs de la pauvreté

Sources/ Facteurs



Autres : manque de marché, infrastructure faible, leadership faible ;
mauvaise gouvernance, manque de compétences et de capacités

1.4 Initiatives et Expériences de lutte contre la pauvreté :

Compte tenu de la complexité de la pauvreté et ses enjeux pour le développement, il est impératif de concevoir et mettre en œuvre des stratégies efficaces de réduction de la pauvreté, qui comprennent bien la répartition des ressources et des moyens entre les hommes et les femmes pauvres, les processus de changement qu'ils subissent, les mécanismes d'exclusion et de discrimination qui les pénalisent et les rapports entre tous ces facteurs et la pauvreté. C'est pourquoi, nous voulons par ce chapitre exposer les approches de lutte contre la pauvreté de certains bailleurs de fonds ainsi que l'initiative marocaine et l'expérience malaisienne dans ce domaine.

1.4.1 Approche compréhensive et à multiples facettes:

Cette approche de réduction de pauvreté se veut compréhensive pour élever les capacités d'ordre politique, socioculturelle, humaine et protecteur de la population pauvre. Elle tient compte en même temps de l'environnement social dans lequel existe la pauvreté. Les facteurs sociaux tel que la discrimination et l'exclusion sont responsables de la création de la pauvreté et peuvent faire obstacle aux efforts de la population rurale à se soustraire à la pauvreté.

Certains bailleurs de fonds concernés par le développement international recourent à cette approche en essayant de combiner les initiatives compréhensives qui ciblent les pauvres avec des mesures pour changer les conditions sociales dans lesquels ils vivent. Par exemple, la JICA apporte son assistance à trois niveaux¹³ :

- Assistance directe aux pauvres ou leurs communautés;
- Assistance aux agences gouvernementales locales et ONG pour améliorer les services aux pauvres;
- Assistance au gouvernement pour mettre en œuvre des mesures contre la pauvreté.

Cette assistance compréhensive embrasse divers domaines comme la nutrition, l'éducation, la santé, les conditions de vie, l'infrastructure et les activités économiques.

1.4.2 L'INDH : Initiative Marocaine de Lutte contre la Pauvreté

Au Maroc, une véritable stratégie à moyen terme de lutte contre la pauvreté avec des objectifs claires, des résultats à atteindre, une méthodologie de travail, une organisation institutionnelle, un financement et un calendrier de réalisation, n'a vu le jour qu'après le discours de Sa Majesté le Roi Mohamed VI en mai 2005, dans lequel il a dressé la philosophie et le contours de l'Initiative Nationale de Développement humain (INDH).

¹³ - overview of poverty alleviation in www.jica.go.jp

Comme c'est une initiative en cours de réalisation, nous ne prétendons pas discuter ses résultats mais la conception et la démarche de son élaboration nous semblent pertinentes de les présenter. L'INDH en ligne avec les Objectifs du Développement du Millénaire, a pour objectif de faire face à certains défis dont :

- Réduire la pauvreté, la précarité et l'exclusion sociale;
- Instaurer une dynamique en faveur de développement humain;
- Reconnaître la dignité de l'homme;
- Renforcer la cohésion sociale.

Elle est basée sur une démarche territorialisé reposant sur :

- La planification stratégique :
 - La programmation des actions INDH est effectuée selon un processus de planification stratégique, basée sur un diagnostic rigoureux, une définition d'objectifs précis et l'expression des besoins par les populations concernées.
 - Les conseils élus sont invités à effectuer une relecture de leur plan de développement économique et social privilégiant l'aspect développement humain.
- La synergie :
 - Nécessité de réaliser la mise en convergence des programmes sectoriels, en particulier sur les zones les plus défavorisées.
 - Nécessité de mettre en cohérence les programmes sectoriels et les actions des collectivités locales.

Cette initiative s'étend sur les 5 prochaines années à partir de 2006 avec un programme prioritaire en 2005. Quatre programmes prioritaires ont été identifiés avec une articulation institutionnelle avec les collectivités locales et les autres partenaires associés :

- ✓ programme de lutte contre la pauvreté en milieu rural;
- ✓ programme de lutte contre l'exclusion sociale en milieu urbain;
- ✓ programme de lutte contre la précarité;
- ✓ programme transversal

Le dispositif institutionnel prévu pour la mise en œuvre de l'INDH est le suivant :

- **Au niveau local** : des comités locaux de développement humain sont mis en place comprenant des élus, des représentants des service locaux et des associations. Ces comités ont pour mission :
 - ✓ l'élaboration de l'initiative locale de développement humain (ILDH);
 - ✓ la mise en œuvre opérationnelle des projets et des actions retenues au niveau local

- **Au niveau provincial** : des comités provinciaux de développement humain sont mis en place, comprenant des élus, des représentants de services déconcentrés et des associations. Ces comités ont pour mission :
 - ✓ la validation de l'ILDH – la contractualisation;
 - ✓ le déblocage des fonds -supervision;
 - ✓ la maîtrise d'œuvre : confiée de manière contractuelle aux services déconcentrés, établissements publics, collectivités locales, associations et secteur privé.
- **Au niveau régional** :
 - ✓ cohérence globale des ILDH;
 - ✓ convergence des programmes avec l'INDH;
 - ✓ pilotage du programme de lutte contre la précarité;
- **Au niveau central** :
 - ✓ **Comité interministériel stratégique** présidé par Monsieur le Premier Ministre, composé des membres du Gouvernement et des organismes et des établissements publics;
 - ✓ **Comité de direction** présidé par le Premier Ministre et composé des départements de l'Intérieur, des Finances, de Développement Social et de Développement Rural

Le rôle du niveau central est de définir le cadrage budgétaire, de fixer l'allocation des ressources, d'assurer le suivi général des indicateurs de développement humain et d'effectuer l'évaluation générale de l'INDH, d'assurer la communication institutionnelle et la promotion de la coopération internationale.

Quel est le Rôle de la Formation dans l'INDH?

Depuis le démarrage de l'INDH au Maroc, elle s'est focalisée essentiellement sur 4 types d'activités à savoir :

- Activités génératrices de revenu;
- Soutien à l'accès aux équipements et services sociaux de base
- Soutien aux actions d'animation sociale, culturelle et sportive;
- Soutien au renforcement de la gouvernance et des capacités locales.

Ce n'est qu'en 2007, qu'une attention particulière à été accordée à la formation en tant que stratégie d'appui à l'INDH puisque 18 000 personnes¹⁴ ont bénéficié de la formation et le renforcement de capacités dans diverse domaines comme l'ingénierie sociale, l'évaluation, le suivi et la gestion financière des projets. Il nous semble que la formation limitée à certains modules accompagnateurs des activités ou projets générateurs de revenu, est insuffisante pour aider la population pauvre à se soustraire efficacement à la pauvreté. La programmation d'un plan national à moyen terme de formation dans différents métiers porteurs en matière d'emploi et dédié aux différentes catégories des ménages pauvres (jeunes, femmes, éleveurs, agriculteurs,

¹⁴ - Le Quotidien Le Matin, " Spécial 2007", du Lundi 31 Décembre 2007

artisans,...) en vue de l'acquisition des compétences techniques et professionnelles nécessaires, est de nature à les aider à trouver un emploi stable ou monter des projets de création de micro-entreprises.

Cependant, les défis imposés à la réussite de l'INDH sont énormes au regard de la taille de la population vulnérable au Maroc, outre les populations pauvres, 50 % qui vivent en dessus du seuil de la pauvreté sont considérés comme vulnérables aux intempéries, aux maladies ou à la perte d'un emploi. Ce groupe est extrêmement important à surveiller et à atteindre en lui offrant les opportunités nécessaires pour qu'il puisse participer à la croissance et avoir accès aux services de base. Les politiques de lutte contre la pauvreté adoptées ces dernières années sont focalisés sur les symptômes sociaux de la pauvreté et cherchent à améliorer les conditions de vie des pauvres à travers des palliatifs sociaux. Ainsi, même si ces politiques réussissent à améliorer les conditions des groupes ciblés, elles ne constituent pas pour autant des remèdes aux causes structurelles de la pauvreté à l'échelle nationale. Les dépenses publiques consacrées aux secteurs sociaux, bien qu'à la hausse, ont toujours été insuffisantes pour remédier au problème de la pauvreté et réduire la vulnérabilité, d'autant plus qu'elles ne sont souvent pas accompagnées par des stratégies de développement économique qui puissent profiter aux pauvres.

1.4.3 L'Expérience Malaisienne :

Pourquoi le choix de la Malaisie?

Par ce paragraphe, nous voulons en premier lieu présenter la stratégie malaisienne en matière de lutte contre la pauvreté qui nous semble très pertinente sur les plans conception et élaboration ainsi que sur le plan de résultats. En second lieu, nous voulons tirer les leçons principales de l'expérience malaisienne dans le domaine de la lutte contre la pauvreté.

Aujourd'hui, la Malaisie est considérée parmi les pays développés du Sud Est Asiatique. Durant la période 2001-2005, la Malaisie a réussi à maintenir un taux annuel de croissance de + 5% et a dégagé un PNB assez conséquent. Le revenu national par capital a été de l'ordre de 4470 dollars EU en 2005¹⁵.

Ayant eu son indépendance en 1957, la Malaisie a pu réduire en l'espace de 50 ans, le taux de pauvreté à - 5%, ce qui constitue une réussite de grande importance pour les PVD ayant eu leur indépendance en année similaire. D'où la nécessité de s'inspirer de l'expérience malaisienne dans ce domaine. En effet, les résultats probants en matière de réduction de la pauvreté s'illustrent, durant la période 1970 à 2005, comme suit¹⁶:

- Une réduction du taux de la pauvreté en milieu urbain de 24,6% à 2,5%;
- Une réduction du taux de pauvreté en milieu rural de 57,6% à 11,9%.

¹⁵ - Dato Mohamed Tajudin Bin Bakar, " Malaysia in Brief", MTCP/INFRA, April 2007

¹⁶ - Dato Mohamed Tajudin Bin Bakar (April 2007), op.cit.

Quelle stratégie a été adoptée?

Face à de tels résultats et compte tenu de la complexité du phénomène de la pauvreté à l'échelon mondial, on se demande quelle stratégie a adopté la Malaisie pour lutter contre la pauvreté? Conscient du rôle de la planification dans le développement économique et social du pays, la Malaisie dans ses différents plans nationaux¹⁷ s'est basée depuis son indépendance sur l'approche de "Pro-poor Growth"¹⁸. Elle a été guidée par cinq grandes directives :

1. Commerce international/Economie libérale;
2. Croissance régulière avec Equité/Répartition;
3. Développement humain/ Capital humain;
4. Effort constant de réduction de la pauvreté;
5. Bonne gouvernance- Actions affirmatives- Planification et programmation d'actions.

L'importance de la croissance économique pour le développement et la réduction de la pauvreté nécessitent, en effet, un travail intense de croissance couplé avec des investissements aussi bien au niveau de l'humain (développement du capital humain) qu'au niveau des infrastructures et de l'agriculture. C'est la base de la stratégie malaisienne orientée vers les pauvres. Avant de clarifier davantage cette stratégie, nous jugeons utiles de présenter le concept de "Pro-poor Growth" avec ses soubassements.

Concept de "Pro-poor Growth":

Dans la fin des années 90, le concept de Pro-poor Growth ou la croissance en faveur des pauvres, est devenu populaire. Les économistes commencent à s'intéresser aux corrélations existantes entre la réduction de la pauvreté et la croissance et le changement dans l'inégalité. Comment la croissance et le changement dans l'inégalité affectent ensemble la réduction de la pauvreté? Comment mesurer l'impact de distribution des retombées de la croissance?

En se référant à la définition de la réduction de la pauvreté dans un pays donné comme la fonction du changement dans la moyenne du revenu national et le changement dans le revenu d'inégalité, Mohamed Tajudin Bin Bakar (2006)¹⁹ met en relief les questions fondamentales suivantes entre croissance et inégalité dans une stratégie de lutte contre la pauvreté qui devrait aboutir à un développement plus équilibré et durable :

- Est ce qu'une stratégie de lutte contre la pauvreté devrait être principalement concentrée sur l'habilitation des pauvres à bénéficier des fruits de la croissance?

¹⁷ - le 9^{ème} plan actuel de la Malaisie est pour une durée de 6 ans entre 2006 et 2011

¹⁸ -, Dato Mohamed Tajudin Bin Bakar, "Knowledge Sharing", MTCP/INFRA, May 2006

¹⁹ -, Dato Mohamed Tajudin Bin Bakar (May 2006), op.cit.

- Est ce que l'inégalité est une règle générale de la croissance?
- Est ce que la baisse de l'inégalité va promouvoir ou freiner la croissance économique?
- Comment le niveau initial de l'inégalité a une influence sur l'impact de la croissance sur la réduction de la pauvreté?

Cependant, ces grandes questions ne trouvent pas de réponses pertinentes. Toutefois, l'auteur nous donne des conclusions fondamentales sur la question, qui peuvent être résumées comme suit:

- la croissance est fondamentale pour la réduction de la pauvreté, en principe, elle ne semble pas avoir une incidence sur l'inégalité;
- la croissance accompagnée d'un changement distributionnel progressif est beaucoup mieux que la croissance seule;
- un niveau initial élevé d'inégalité est un frein à la réduction de la pauvreté;
- la pauvreté elle-même est aussi probablement une entrave pour la réduction de la pauvreté et le fait d'avoir l'inégalité semble prédire les futurs faibles taux de croissance

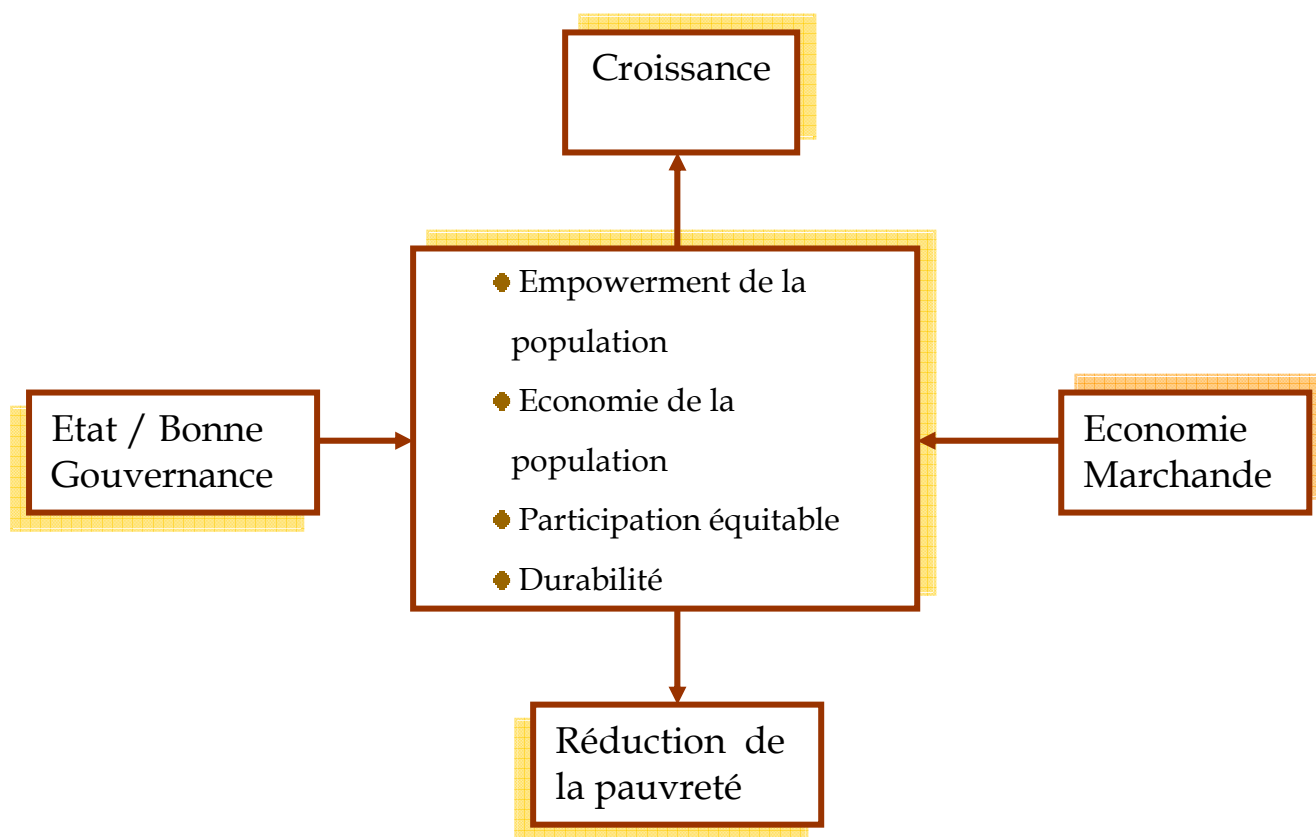
Stratégie 3S :

En s'inspirant de ce concept de pro-poor growth, la Malaisie a focalisé sa stratégie de lutte contre la pauvreté sur l'investissement aussi bien au niveau humain qu'au niveau des infrastructures et équipements dans les milieux urbain et rural. Pour y arriver, la Malaisie a élaboré des plans, une reddition mutuelle des comptes et un mécanisme de financement. Le tout fonctionne selon la stratégie 3S : Synchronisation, Synthèse et Synergie, accompagné d'un important système de suivi-évaluation.

Cette stratégie est basée sur le principe de **Réguler et Générer** les résultats positifs dans l'économie de marché, qui peut être schématisé comme suit²⁰:

²⁰ - Dato Mohamed Tajudin Bin Bakar (May 2006),op.cit.

Schéma 2 : Réguler et Générer les résultats positifs dans l'économie de Marché



Source : Dato Tajudin Bin Bakar : MTCP/ INFRA/ Juillet 2006

L'état par le biais de la bonne gouvernance et une ouverture à une économie mondiale, doit jouer le rôle de régulateur et générateur de retombées positives de la croissance économique sur la population, notamment la pauvre, en assurant une répartition équitable et en l'aidant à s'auto-développer et participer dans la croissance du pays. Par conséquent, la population vulnérable et pauvre devient de plus en plus réduite si l'état assure avec efficacité et efficience cette fonction de régulateur et générateur.

Lutte contre la pauvreté: Agenda National

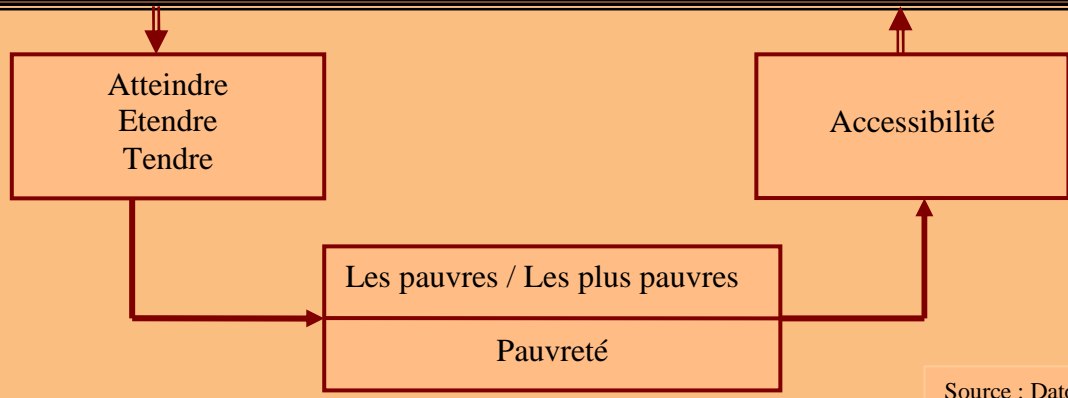
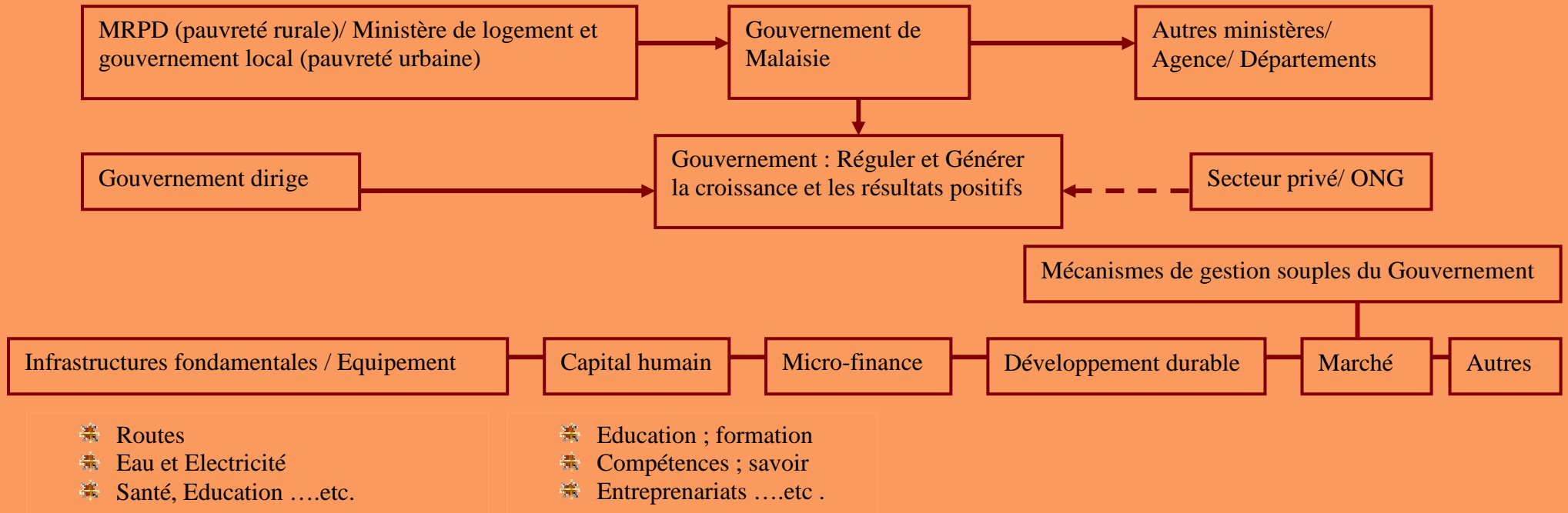
Partant des principaux problèmes et enjeux de la réduction de la pauvreté énumérés, ci-après, le Gouvernement de la Malaisie a géré ces problèmes et crises en les transformant en opportunités de développement, ce qui a nécessité un engouement de toute une nation pour réussir ce pari :

1. Souffrance et privation;
2. Accessibilité aux besoins fondamentaux;
3. Atteindre les pauvres;
4. Système de distribution (livraison)
5. Engagement politique et gouvernemental;
6. La Croissance n'atteint pas équitablement les pauvres et les pauvres ne contribuent pas significativement dans la croissance;
7. La Croissance se maintient elle-même à travers l'épargne des ménages et l'investissement public soutenu par l'imposition des ménages;
8. L'ampleur et l'étendue de la pauvreté dans n'importe quel pays donné dépendent de 2 facteurs :
 - Le niveau moyen du revenu national;
 - Le degré d'inégalité dans sa distribution. Par conséquent, pour n'importe quel niveau donné de revenu national par habitant : plus la distribution est inégale, plus l'incidence de la pauvreté est grande. De même, pour n'importe quelle distribution donnée, plus le niveau moyen du revenu est bas, plus l'incidence de la pauvreté est grande.

Le schéma suivant illustre l'agenda national de la Malaisie pour lutter contre la pauvreté²¹ :

²¹ - Dato Mohamed Tajudin Bin Bakar (May 2006), op.cit.

Schéma 3 : Réduction de la pauvreté : Agenda National (depuis 1957)



Source : Dato Tajudin Bin Bakar : MTCP/ INFRA/ Juillet 2007

Principales Leçons dudit Agenda :

La lecture et l'analyse de cet agenda nous donnent des éléments de réflexion sur les principales leçons à tirer en matière de lutte contre la pauvreté. Ces principales leçons peuvent être présentées comme suit:

1. la première leçon qui survient à l'esprit est le fait que la Malaisie depuis la date de son indépendance, a considéré la réduction de la pauvreté une priorité nationale autour de laquelle, il y a un **engagement politique et un engouement** de toute une nation avec toutes ses composantes.
2. la **coordination**, la **synchronisation** et la **synergie** des efforts de lutte contre la pauvreté entre les différents ministères, agences et départements du Gouvernement, sont capitales pour lutter contre la pauvreté.
3. la fonction de **régulateur** et **générateur** est assuré par le Gouvernement qui dirige et gère cet agenda national dans l'objectif d'atteindre un développement équilibré et durable.
4. l'identification des principaux sous secteurs auxquels le Gouvernement doit travailler en apportant un **mécanisme de gestion souple et un soutien très fort**. Ces sous secteurs concernent :
 - les infrastructures de base et les équipements;
 - le capital humain;
 - la micro-finance;
 - le développement de la terre;
 - le marché
5. l'établissement d'un **partenariat efficace** avec le secteur privé et les ONG afin qu'ils contribuent dans la réalisation de cet agenda.
6. cet agenda a été conçu et élaboré de manière à ce qu'il soit étendue vers les pauvres et par conséquent améliorer leur accessibilité aux différentes opportunités offertes afin qu'ils puissent contribuer dans la croissance économique du pays.

Pré-requis :

Toutefois, un tel agenda nécessite des pré-requis pour réussir. Ces pré-requis sont :

- stabilité politique;
- volonté politique;
- sens de leadership;
- bonne gouvernance;
- vision spécifique, ciblée et objective;
- par la population et pour la population.

2. Rôle de l'Agriculture et de la FPA dans la lutte contre la pauvreté rurale:

D'une manière générale dans les PVD, les problèmes de la pauvreté sont liés notamment à l'agriculture et au secteur rural. Ce dernier est caractérisé par une faible productivité agricole, un manque de sources de revenus, de capacités, de compétences et d'opportunités ainsi qu'un faible taux d'alphabétisation. Aujourd'hui, ce secteur semble être en difficulté pour répondre aussi bien aux besoins d'une population en forte expansion qu'aux besoins des revenus des populations rurales. Comme la majorité de la population pauvre à travers le monde vit en milieu rural, ses moyens d'existence dépendent en grande partie de l'agriculture. Cependant, cette population n'a pas suffisamment d'avoirs ou actifs comme la terre, le capital, le travail et les compétences. Si la croissance économique est bénéfique à cette catégorie de population, il est nécessaire qu'elle contribue à améliorer le peu d'avoirs dont elle dispose.

L'agriculture, comme par le passé, peut continuer à bien remplir sa mission et assurer à ce que la production alimentaire mondiale se maintienne au même niveau de la croissance de la population humaine et par conséquent, contribuer à la réduction de la pauvreté à travers la réalisation des ODM²². Toutefois, cette image n'est pas commune à tous sur le plan international. L'Afrique, ces 20 dernières années, a connu un déclin de la productivité par capital et de la production alimentaire. Les populations rurales qui vivent de l'agriculture se trouvent confrontés à de nombreux défis notamment l'accès à la terre, le financement, le marché et la compétitivité accrue pour les ressources en eau.

Souvent les stratégies de lutte contre la pauvreté établies par les PVD définissent d'ambitieux objectifs de croissance et placent l'agriculture comme composante principale, mais omettent de se poser la question des moyens efficaces de mettre l'agriculture au service de développement, notamment à des fins de réduction de la pauvreté. L'agriculture peut jouer trois principaux rôles dans la lutte contre la pauvreté :

- à travers la contribution à la croissance économique et à la qualité de cette croissance en termes de ses bénéfices aux pauvres;
- comme une stratégie de moyens d'existence pour des centaines de millions de pauvres par le monde;
- à travers la gestion durable des ressources naturelles.

Dans ce sens, le rapport de la BM²³ sur "l'Agriculture au service de développement" a mis en relief les deux principales constatations suivantes :

- le rôle de l'agriculture dans la réduction de la pauvreté;

²² - Objectifs de Développement du Millénaire

²³ - Banque Mondiale (2008), op.cit.

- les moyens par lesquels l'agriculture peut être mis efficacement au service de développement

Nous consacrerons ce chapitre aux différentes contributions de l'agriculture dans la lutte contre la pauvreté, ainsi que le rôle de la FPA, considérée comme axe stratégique de développement agricole et rural.

2.1 Rôle de l'agriculture dans la lutte contre la pauvreté:

Pour réduire la pauvreté, les économies doivent croître, substantiellement, plus rapidement que la population. Les questions de distribution sont importantes mais la croissance par capital est aussi essentielle pour générer les opportunités des moyens d'existence et financer les services publics. L'agriculture, en tant que source de *poor growth*, a une part conséquente dans les économies de la plupart des PVD. En Afrique, l'agriculture emploie les 2/3 de la force du travail et contribue pour 37% du PNB et à la moitié des exportations. En Sud de l'Asie, l'agriculture continue à générer 27% du PNB (relativement moins qu'il y a un quart de siècle) et constitue une source très importante de richesse²⁴. Elle a une grande influence sur la performance économique des autres secteurs.

D'après une étude commanditée par le DFID²⁵ sur la croissance économique des pays de l'Afrique Subsaharienne ayant touché 4 secteurs à savoir : l'agriculture, les industries de transformation, le tourisme et les mines, il a été indiqué les observations suivantes :

- L'exportation pour l'Afrique est à présent la seule voie prometteuse de la croissance. Même si l'Afrique représente une toute petite fraction du commerce mondial et que ses exportations sont, dans la plupart des cas, en dessous de leur niveau il y a trois décennies, les potentialités d'expansion sont énormes;
- Une augmentation remarquable des exportations peut provenir des industries de transformation où les taux de croissance à long terme peuvent être élevés qu'en agriculture, mais toute l'Afrique est en mesure d'exporter les produits de l'industrie de transformation dans le futur prévisible. Pour plusieurs, l'agriculture, le tourisme et les mines offrent aussi de meilleures perspectives pour l'exportation et la croissance;
- En ce qui concerne l'agriculture, l'accent est mis sur la technologie agricole et les institutions de marketing. Une productivité élevée des principales cultures d'exportation et des produits de cheptel est essentielle pour assurer la rentabilité de ces produits pour les producteurs;
- La rentabilité des 4 secteurs dépend fondamentalement des politiques gouvernementales. La macro-stabilité est nécessaire mais ne constitue pas une condition suffisante pour la croissance;

²⁴ - Banque Mondiale (2008), op.cit.

²⁵ - Department For International Development of UK, " Better livelihoods for poor people : the role of agriculture", consultation document, May 2002

- Promouvoir un environnement adéquat pour la croissance des industries de transformation n'est pas assez différent que celui du secteur agricole. Une stratégie de croissance est probablement vouée à l'échec en l'absence du soutien de l'environnement sectoriel.

Reflétant ceci et en manque d'alternatives sus-indiquées, l'agriculture reste la source la plus probable d'une croissance économique importante dans plusieurs PVD. L'expérience historique recommande que la croissance agricole et l'augmentation de la productivité agricole puissent être de pré-requis au développement et à la croissance économique durable. Ceci était certainement le cas des pays développés du monde qui ont connu une croissance économique rapide grâce à une croissance agricole importante. Plusieurs raisons expliquent cette importance ²⁶:

- L'agriculture fournit la première et la principale source de l'épargne des ménages, considérée comme cruciale pour l'investissement et l'innovation dans d'autres secteurs;
- Au début, le développement industriel est basé fréquemment sur les produits agricoles;
- Les revenus en hausse des petits producteurs sont d'habitude dépensés localement sur les biens et services. Les estimations de l'effet multiplicateur des augmentations des produits d'exploitation agricole sur d'autres secteurs tourne autour de 1,3 à 1,9. En Inde, une addition de 10% du taux de croissance agricole a montré la stimulation de 5% la croissance industrielle. Ceci est en mesure de faire monter la demande des produits agricoles et donc augmenter les revenus ruraux;
- Plus loin, l'effet de la croissance agricole sur la pauvreté est à travers son impact sur les prix alimentaires. L'alimentation est la majeure partie des dépenses de la population pauvre urbaine et rurale. Les mécanismes de marché qui favorisent l'approvisionnement en denrées alimentaires de manière régulière, stable et à prix bas, aident à créer la sécurité alimentaire et à réduire la faim;
- Le commerce agricole a un rôle très important à jouer dans la réduction de la pauvreté à travers une redistribution plus équitable des bénéfices de la croissance économique mondiale. Jusqu'à 2,5 milliards de population vivant surtout dans les PVD, dépend de denrées alimentaires comme moyen d'existence (café, thé, cacao). Le commerce agricole génère les échanges étrangers nécessaires pour les services publics.

Dans le même sens, il a été souligné dans le rapport de la BM²⁷ que l'agriculture a une capacité de réduction de la pauvreté particulière. Selon les estimations effectuées à partir d'un échantillon de pays que la croissance du PIB due à l'agriculture contribue au moins deux fois plus à réduire la pauvreté que la croissance du PIB non agricole. En Chine, la croissance globale générée par l'agriculture a contribué selon les

²⁶ - DFID (May 2002), op.cit.

²⁷ - Banque Mondiale (2008), op.cit.

estimations, 3,5 fois plus à réduire à la pauvreté que la croissance due aux autres secteurs et 2,7 plus en Amérique Latine.

En effet, l'importance de l'agriculture dans le développement émane de sa capacité à y contribuer des différentes manières suivantes :

- *en tant qu'activité économique* : le rapport de la BM souligne à ce niveau, que l'agriculture peut alimenter la croissance de l'économie nationale, offrir des opportunités d'investissement au secteur privé et être le principal moteur des industries apparentées et de l'économie rurale non agricole. Selon les estimations, les 2/3 de la valeur ajoutée agricole dans le monde émanent des PVD. Sur le plan de la sécurité alimentaire, l'agriculture est si importante car elle constitue une source de revenus pour la plupart des ruraux pauvres. D'où la nécessité, d'accroître et de stabiliser leur production intérieure.
- *en tant que moyen de subsistance* : selon les estimations prises dudit rapport, l'agriculture offre un moyen de subsistance à 86% des populations rurales. Elle emploie 1,3 milliard de petits paysans et de ruraux sans terre, elle assure une " protection sociale financée par la ferme" lorsque des chocs se produisent dans les espaces urbains, et elle est la fondation des communautés rurales viables. Au Maroc, l'étude réalisée par la BM sur les facteurs déterminants de la soustraction à la pauvreté au Maroc, à laquelle nous avons fait référence en guise d'introduction de ce document, montre que dans certaines zones rurales touchées par l'étude, le développement de l'agriculture irriguée et de l'élevage ont constitué une échappatoire de la population de pires effets des périodes récurrentes de sécheresse. Il importe, donc, de mobiliser l'agriculture davantage pour promouvoir la réduction de la pauvreté.
- *en tant que source de services environnementaux* : selon la même source, en utilisant souvent de manière abusive les ressources naturelles, l'agriculture peut avoir des résultats environnementaux bons et mauvais. Elle est l'une des principales causes de l'épuisement des eaux souterraines, de la pollution agrochimique, de l'appauvrissement des sols et des changements climatiques à l'échelle mondiale puisque jusqu'à 30% des émissions de gaz à effet de serre lui sont imputables. Mais, elle est aussi l'une des principales sources de services environnementaux (fixation de carbone, gestion de bassins versant et préservation de la biodiversité) qui pour la plupart ne sont pas appréciés à leur juste valeur et ne sont pas rémunérées. Compte tenu de ce qui précède et pour réduire la vulnérabilité aux changements climatiques des systèmes agricoles des populations rurales pauvres, il est impératif à ce que la gestion des interrelations entre l'agriculture, la protection des ressources naturelles et l'environnement soit partie intégrante de toute action menée pour mettre l'agriculture au service de développement.

Après avoir exposé l'importance du rôle de l'agriculture dans la réduction de la pauvreté, par quels moyens peut -on mettre efficacement l'agriculture à cette fin? Le

rapport de la BM²⁸ susmentionné a examiné cette question en soulevant les principales recommandations suivantes pour atteindre cet objectif :

- Améliorer les actifs dont disposent les ruraux pauvres notamment l'accès à la terre, à l'eau et l'irrigation, l'éducation, services sanitaires tout en viellent à l'amélioration de la coordination entre les programmes agricoles et sanitaires qui pourrait avoir de résultats favorables pour la productivité et le bien être des populations rurales;
- Accroître la productivité et la durabilité de la petite agriculture à travers :
 - l'amélioration des incitations par les prix et l'accroissement de la qualité et du volume des investissements publics;
 - l'amélioration du fonctionnement des marchés des produits;
 - l'élargissement de l'accès aux services financiers et réduction du degré d'exposition à des risques non assurés;
 - le renforcement de la performance des organisations des producteurs;
 - la promotion de l'innovation par le biais de la science et des technologies;
 - la réduction de l'empreinte écologique de l'agriculture.
- Accroître le nombre d'emplois dans l'agriculture et dans l'économie rurale non agricole et relever les niveaux de compétences.

2.2 Rôle de la formation professionnelle agricole dans la lutte contre la pauvreté rurale:

Comme l'éducation et l'élévation de niveau de compétences apparaissent parmi les principaux moyens auxquels une attention particulière doit être faite pour lutter contre la pauvreté rurale, nous voulons par ce chapitre exposer le rôle de la FPA dans la réduction de la pauvreté rurale.

2.2.1 Education et pauvreté rurale :

Le faible accès à l'éducation ainsi que la modicité de la qualité des contenus et des programmes éducatifs sont parmi les principaux facteurs de la pauvreté notamment en milieu rural. Selon A. Maragnani (2005)²⁹, "si l'éducation est un droit fondamental, elle est aussi une des conditions du développement des espaces, des individus et des sociétés rurales à condition qu'elle atteigne une masse critique assurant l'alphabétisation du plus grand nombre". En effet, l'Education pour Tous (EPT) est une bonne initiative des Nations Unies pour aider les pays à faible revenu de se lancer dans le développement. Le rapport mondial³⁰ de suivi de la réalisation de l'objectif n°2 de développement du Millénaire " **Réaliser l'éducation primaire universelle**", montre qu'entre la période 1995 et 2005, le taux de scolarisation dans l'enseignement primaire a progressé de 36% en Afrique Subsaharienne et 22% en Asie du Sud et de l'Ouest. Les autorités de 14 pays ont supprimé les frais de scolarité

²⁸- Banque Mondiale (2008), op.cit.

²⁹ - Alain Maragnani, "Métiers, Formation Professionnelle et Développement en zone rurale ", Février 2005

³⁰ - Edition 2008 du rapport mondial de suivi lancé par l'UNESCO " Education Pour Tous est sur la bonne voie " in www.tanmia.ma

au niveau primaire, ce qui a favorisé la scolarisation des groupes les plus défavorisés. Le nombre d'enfants non scolarisés à travers le monde a fortement baissé, passant de 96 millions en 1999 à 72 millions en 2005. De même, la parité dans le sexe est devenue une réalité depuis 2005 dans 63% des pays au niveau primaire et dans 37% des pays dans l'enseignement secondaire.

Toutefois, malgré ces avancées encourageantes, l'indice de développement de l'éducation pour tous (IDE), calculé pour 129 pays, montre que 25 d'entre eux sont loin de réaliser l'EPT. Les 2/3 de ces pays se situent en Afrique Subsaharienne, mais le Bangladesh, l'Inde, le Népal, la Mauritanie et le Maroc sont aussi concernés, souligne le dit rapport.

Au Maroc, Le taux d'analphabétisme de la population âgée de 10 ans et plus est de 43%, soit environ 10 millions de personnes, et atteint jusqu'à 60.5% en milieu rural (75% pour les femmes en milieu rural). Près de 1.5 millions d'enfants sous obligation scolaire (6-15 ans) ne sont pas scolarisés, chiffre qui s'accroît quand il s'agit des filles³¹. Malgré les efforts déployés par le Maroc en matière d'alphabétisation et d'éducation non formelle, ces fléaux constituent des obstacles à une croissance économique durable du pays. Selon Balmes (2002)³², la croissance économique ne peut s'installer de façon durable si :

- le taux d'alphabétisme de la population adulte est inférieur à 50%;
- le niveau de production de capital humain (durée moyenne de scolarisation) est inférieur à 6 ans.

Ce qui dénote de l'importance stratégique du capital humain et de savoir et de savoir-faire (éducation, formation professionnelle et renforcement de capacités) dans toute politique de développement socio-économique ayant pour finalité de lutter contre la pauvreté. Avec un contexte mondial caractérisé par une croissance démographique, une forte urbanisation, une augmentation de la productivité du travail agricole, la conservation des ressources naturelles, l'adaptation des ressources humaines aux évolutions en cours et de leur préparation à une participation active à « la vie de la Cité » constitue de toute évidence un objectif stratégique majeur. Si les programmes «éducation pour tous » tentent de corriger avec un succès mitigé la question de l'accès de l'ensemble des enfants ruraux à l'école primaire, il n'en est pas de même pour les formations agricoles et rurales. Représentant, selon les pays, plus de 50 % de la population et, 60 à 85 % des emplois / auto emplois, le secteur agricole et rural devrait faire l'objet d'une attention particulière³³.

C'est pourquoi, les structures chargées de l'éducation et de la formation professionnelle en milieu rural, orientées par une vision commune du développement du capital humain en milieu rural, doivent travailler en coordination,

³¹ - Cité dans le Programme Indicatif National de l'UE (2007-2010) au Maroc

³² - Cité par Alain Maragnani (2005), op.cit.

³³ - Pierre Debouvery, " l'Education pour les Populations Rurales dans le cadre d'une approche à la sécurité alimentaire fondée sur les droits de l'Homme : une perspective participative dans la lutte contre la pauvreté", ACRA, Avril 2006

cohérence et synergie pour préparer les ressources humaines rurales aux défis du millénaire en terme de développement humain durable. Ainsi, il nous semble que pour les formations agricoles et rurales participent efficacement à la lutte contre la pauvreté rurale, ils doivent :

- subir une mise à niveau sur tous les plans (institutionnel, organisationnel, managérial, pédagogique, de ressources humains et de moyens) afin qu'elles sauront en mesure de répondre aux besoins actuels du secteur agricole et rural en terme quantitatifs que qualitatifs;
- s'inscrire en tant que composante principale de toute stratégie de lutte contre la pauvreté rurale.

2.2.2 Comment la formation professionnelle agricole peut contribuer à la lutte contre la pauvreté rurale?

Compte tenu du lien évident de l'éducation et son rôle dans l'aide des populations rurales à se soustraire à la pauvreté, la formation professionnelle, notamment dans le secteur agricole et rural, est aussi importante dans la lutte contre la pauvreté, et ce en raison de son rôle dans toute politique de promotion de l'emploi et de rehaussement du niveau de qualification des ressources humaines d'un pays donné qui veut renforcer la compétitivité de son économie.

Cela est d'autant vrai que l'ouverture à l'économie mondiale porte en elle de nombreuses promesses pour les économies en transition. Ces promesses ne seront toutefois remplies que si ces pays développent la capacité de prendre la mesure des changements et des ajustements nécessaires. La formation professionnelle est au cœur de cette capacité d'adaptation.

En effet, pour le secteur agricole et rural, les enjeux de développement sont énormes (croissance démographique, aléas climatiques, intégration dans le marché mondial, emploi des jeunes générations, responsabilisation des producteurs,...) que le développement des compétences des ménages ruraux et de leurs générations futures est une nécessité d'urgence pour doter ces derniers de capacités les aidant à se soustraire à la pauvreté.

Si la terre et l'eau sont des actifs nécessaires dans les espaces ruraux, la formation professionnelle agricole est aussi l'actif qui a le plus de valeur pour les populations rurales, car elle leur permet :

- d'acquérir des compétences techniques et commerciales utiles leur permettant de saisir les opportunités dans le cadre de la nouvelle agriculture;
- d'obtenir un emploi qualifié;
- de lancer une entreprise dans le cadre de l'économie rurale non agricole;
- de migrer dans de bonnes conditions.

Concernant la création d'emplois ruraux, le marché de travail rural offre de possibilités d'emploi aux populations rurales dans le cadre de la nouvelle agriculture et du secteur rural non agricole. Les opportunités sont toutefois meilleures pour les

individus qualifiés de sorte que les femmes qui sont moins instruites et non qualifiées se trouvent en position de faiblesse. A ce niveau, la formation professionnelle agricole a un grand rôle à jouer en améliorant le niveau des compétences et l'esprit d'entreprendre des ménages ruraux. Elle a un objectif de faire acquérir à sa population cible à travers l'exercice d'un métier ou activité professionnelle un savoir-faire, un savoir-percevoir et d'analyse de la situation professionnelle dont l'acquéreur se trouve. Elle vise le développement des grandes compétences nécessaires à la réussite de la vie personnelle, sociale ou professionnelle.

Ainsi, la formation professionnelle agricole peut contribuer à la lutte contre la pauvreté en tant que facteur :

- ***de développement humain des ménages ruraux*** : la formation professionnelle agricole dans des métiers agricoles et para agricoles émergents, adressée aux ménages ruraux notamment aux fils et filles d'agriculteurs et éleveurs ainsi qu'aux producteurs ayant un niveau d'instruction moyen, permet l'acquisition de compétences techniques et professionnelles nécessaires à une meilleure intégration dans la vie active et par conséquent doter les ménages ruraux de revenu stable qui va les aider à se soustraire à la pauvreté et vivre dans des conditions décentes. L'amélioration de l'éducation de base et le niveau des compétences et de l'esprit d'entreprendre des ménages ruraux sont autant de facteurs déterminants du développement humain durable.
- ***d'amélioration de la productivité du travail agricole***: l'un des grands enjeux de développement agricole durable est la baisse de la productivité du travail agricole sous l'effet de l'évolution accélérée du ratio urbain/ruraux et le maintien de pratiques traditionnelles fondées sur de faibles densités. Selon A.Maragnani (2005)³⁴ " pour maintenir le niveau d'autosuffisance alimentaire, voire l'augmenter et éviter de tomber dans une progression constante des importations céréalières à la fois coûteuses et concurrentielles des produits locaux, il faut que chaque producteur génère un surplus alimentaire de plus en plus important ". La formation professionnelle agricole peut contribuer à l'augmentation de la productivité de travail agricole (produire durablement plus par unité de travail/homme) grâce non seulement à l'acquisition de savoir-faire et pratiques agricoles modernes et durables mais aussi à la préparation de jeunes générations à s'installer dans le milieu rural et à mieux s'organiser collectivement et à s'intégrer dans l'économie marchande.
- ***de succès des AGR***: les Activités Génératrices de Revenu (AGR) constituent un des axes stratégiques de lutte contre la pauvreté rurale. Pour que ces activités réussissent sur le plan technique, économique et se développent en micro-entreprises, elles nécessitent une professionnalisation dans le sens d'acquisition d'un métier. D'après A.Maragnani (2005)³⁵, "les métiers ne sont pas toujours pleinement constitués dans les zones rurales des pays en

³⁴ - Alain Maragnani (2005), op.cit.

³⁵ - Alain Maragnani (2005), op.cit.

développement au sens d'activités mettant en œuvre des compétences et savoirs-faire relativement homogène. En conséquence, la structuration sociale ne s'exerce pas autour de métiers avec des entreprises, des syndicats professionnels, des chambres de métiers, des organisations professionnelles qui permettent de connaître l'état de l'emploi, les évolutions des métiers et les besoins de formation par rapport à ces métiers ou activités professionnelles. Par contre, il existe une structuration de groupe d'individus ou acteurs (familles, clans, organisations de quartiers, groupements de paysans ou de jeunes) qui participent à une actions et qui a des intérêts communs pour cette action". A ce niveau, la formation professionnelle agricole peut contribuer à la constitution en milieu rural des métiers ou groupe de métiers par filière de production tout en aidant ce groupement d'acteurs à s'organiser, se professionnaliser et développer ses activités.

- **de développement institutionnel:** avec les enjeux de développement durable et de stabilité sociale, les petits agriculteurs et éleveurs sont appelés à s'unir et à s'organiser en groupements ou organisations professionnelles pour mieux défendre et gérer leurs intérêts communs dans plusieurs domaines : insertion dans l'économie marchande nationale et internationale, participation à la mise en œuvre d'une politique de structure d'exploitations et de crédit, intégration dans les instances régionales de développement... Toutefois, l'efficacité de ces groupements d'agriculteurs reste souvent tributaire de capacités de gestion et de maîtrise du processus de production. A ce niveau, la formation professionnelle agricole peut favoriser l'organisation des producteurs et productrices et préparer les futures générations d'agriculteurs à conduire le processus de modernisation des exploitations agricoles traditionnelles.

En conclusion de ce chapitre, le développement de l'éducation et de la formation professionnelle agricoles orientés vers la professionnalisation des activités à travers l'exercice de métiers, est une nécessité d'urgence pour les pays en voie de développement et ce en vue de :

- Favoriser l'installation du plus grand nombre de jeunes dans le secteur agricole et rural;
- Développer des systèmes de production et maîtriser la gestion de l'espace rural pour assurer l'accroissement durable de la productivité;
- Favoriser l'organisation des producteurs et des productrices.

3. Vers la conception d'une synergie entre la formation professionnelle agricole et la lutte contre la pauvreté en milieu rural :

Par définition, le mot synergie veut dire : " combinaison de moyens complémentaires coordonnés dans une même action de façon à obtenir un résultat supérieur à la somme des résultats obtenus séparément par chacun des moyens mis en œuvre"³⁶.

³⁶ - Définition recueillie de l'Encyclopédie Hachette Multimédia, 2004

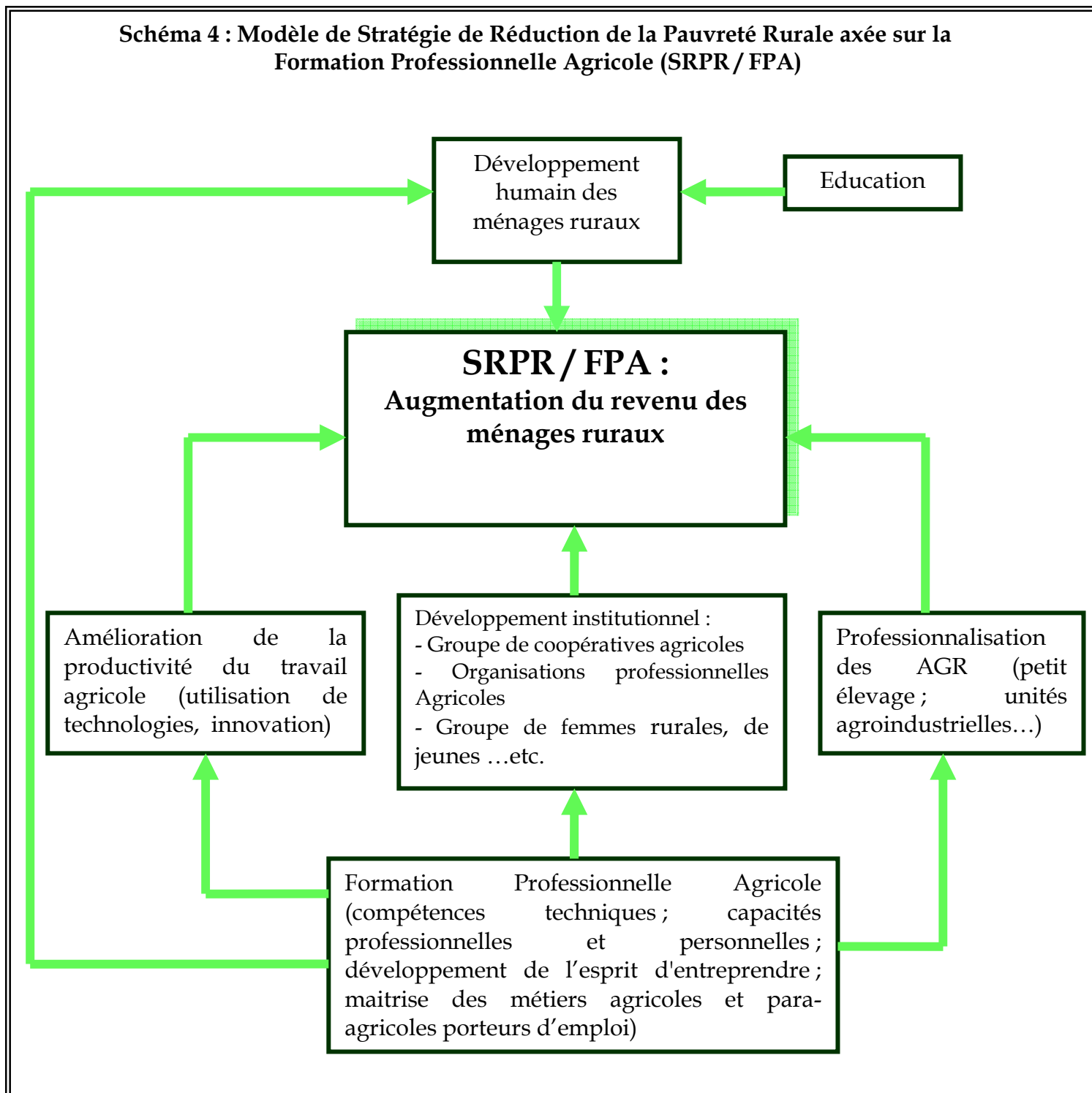
En rapport avec notre réflexion qui consiste à développer le lien synergique entre la formation professionnelle agricole et la lutte contre la pauvreté en milieu rural, nous voulons signifier par synergie les atouts ou le complément de forces que peut apporter la formation professionnelle agricole à une stratégie de lutte contre la pauvreté rurale, qui se veut être pertinente et efficace.

Comme nous avons mentionné auparavant, le capital humain et le capital de savoir, de savoir-faire et de recherche sont parmi les principaux capitaux qu'un Etat doit dispenser à sa population pour faire face à la pauvreté. Cependant, ces capitaux manquent souvent dans le milieu rural des PVD, et entravent la réussite et la durabilité des actions entreprises en matière de lutte contre la pauvreté.

Toute stratégie de réduction de la pauvreté rurale a pour objectif final d'améliorer le revenu des populations pauvres. Pour l'atteinte de cet objectif de façon stable et durable, l'éducation et la formation professionnelle agricole visant le développement de capacités personnelles, professionnelles et de compétences techniques, doivent constituer son fer de lance. Dans cet esprit, nous voulons proposer, ci-joint, un modèle de stratégie de réduction de la pauvreté rurale axée sur la formation professionnelle agricole. Ce modèle de stratégie se base sur 4 composantes pour lesquels la formation professionnelle agricole a un rôle très important à jouer. Il s'agit de :

- développement humain des ménages ruraux;
- développement institutionnel;
- amélioration de la productivité du travail agricole;
- professionnalisation des activités génératrices de revenu.

Schéma 4 : Modèle de Stratégie de Réduction de la Pauvreté Rurale axée sur la Formation Professionnelle Agricole (SRPR / FPA)



Conclusion :

En guise de conclusion, il y a lieu de rappeler que la pauvreté rurale constitue, aujourd'hui, l'un des grands défis du développement du millénaire. En effet, les 3/4 des habitants pauvres des PVD vivent dans des espaces ruraux, et la plupart d'entre eux tirent directement ou indirectement leurs subsistances de l'Agriculture.

Pour surmonter la pauvreté qui règne de manière importante, il faudrait s'attaquer aux disparités de plus en plus profondes entre les revenus ruraux et les revenus urbains. Le rapport sur le développement dans le monde met l'accent sur les moyens de créer des emplois ruraux en diversifiant l'agriculture pour privilégier des activités à forte intensité de main d'œuvre et à forte valeur ajoutée poursuivies en association avec un secteur rural non agricole dynamique. A ce niveau, la formation professionnelle agricole a un grand rôle à jouer pour aider les populations pauvres à se soustraire à la pauvreté de manière stable et durable en leur faisant acquérir des capacités techniques, professionnelles et personnelles nécessaires pour saisir les opportunités offertes, actuellement, par l'expansion rapide des marchés internes et mondiaux, les innovations institutionnelles ayant trait aux marchés, aux actions collectives, à la finance et les révolutions de technologies biologiques et de l'information.

Notre modèle de stratégie de réduction de la pauvreté axée sur la formation professionnelle agricole est une alternative que nous jugeons utile pour contribuer à l'éradication du phénomène de la pauvreté. Toutefois, la réussite de toute stratégie requiert une action concertée, coordonnée et synergique entre toutes les composantes de la société, une volonté politique, une vision spécifique, ciblée et objective, une mise en œuvre des réformes pour améliorer la gouvernance, le sens de leadership et une politique de croissance économique en faveur des pauvres.

Nous concluons cet article en ré-attirant l'attention des PVD qui veulent se soustraire réellement à la pauvreté de s'inspirer de l'expérience malaisienne qui nous semble très riche en renseignements et leçons utiles. Cependant, chaque pays en développement, qui souffre de la pauvreté, saura comment tirer profit des expériences réussies des autres pays dans le domaine de la lutte contre la pauvreté, mais d'une manière intelligente et adaptée à ses conditions et spécificités.